

<http://www.snetap-fsu.fr/CNEA-Refus-de-cautionner-un-dialogue-en-faux-semblant.html>



L'INTERSYNDICALE NE SIEGE PAS AU CNEA

CNEA - Refus de cautionner un dialogue en faux semblant

- Nos Actions - Le SNETAP dans les instances -

Date de mise en ligne : mercredi 11 juillet 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

L'Intersyndicale [CGT](#)-Agri - [FO](#)-Enseignement Agricole - Snetap-[FSU](#) a décidé de ne pas siéger au Conseil National de l'Enseignement Agricole reconvoqué le 5 juillet 2018.

Lors de cette réunion du Conseil National, du 5 juillet 2018, étaient notamment présentés les projets de textes de mise en application de la réforme du Bac STAV et les projets de nouveaux référentiels des Bac Pro Aménagement Paysager et Horticulture. Après plusieurs mois de mobilisation et de travail contre ces projets et l'absence de prise en compte de l'avis de la majorité des personnels, l'Intersyndicale a refusé de cautionner leur validation qui conduirait à une vente à la découpe des diplômes qui ne seront plus la garantie collective conduisant à une qualification et à un salaire.

En quittant la salle, l'Intersyndicale s'est inscrite dans le mouvement de protestation plus globale de l'Enseignement Agricole Public contre les réformes éducatives.

Le [CNEA](#) devait d'abord étudier les projets de textes liés à la réforme du Bac Technologique « Sciences et Technologies de l'Agronomie et du Vivant ».

Depuis plusieurs mois l'Intersyndicale dénonce une réforme qui s'est faite dans la précipitation, sans véritables échanges (précipitation qui continuera d'ailleurs lors de la rédaction des programmes qui doivent tous être réécrits pour le mois de décembre 2018) et qui manque d'ambition pour une formation pourtant majeure de l'enseignement agricole en remettant en cause nos spécificités.

Le Snetap-[FSU](#), [FO](#)-Enseignement Agricole et la [CGT](#)-Agri demandent l'application des mêmes règles d'évaluation qu'à l'Education Nationale avec la mise en place d'un cadrage national et des banques de sujets nationaux pour préserver la valeur du diplôme.

Les trois organisations syndicales ont également exigé des grilles horaires précises dans lesquelles les heures non affectées doivent être réduites au maximum afin d'éviter une concurrence entre les disciplines et garantissant un tronc commun permettant aux élèves une poursuite d'études (des enseignements d'[ESC](#) et de SESG identifiés et conséquents dans le tronc commun).

Enfin l'Intersyndicale a défendu le maintien de la dimension technologique du diplôme, pierre angulaire de ce Bac (avec un stage en entreprise, des cours en salle, des TP-TD, de la pluridisciplinarité dans les domaines de spécialité).

Malgré quelques avancées sur ces textes, depuis la version initiale du projet, l'Intersyndicale n'a pas été entendue.

Ce CNEA avait également à l'ordre du jour **les projets de référentiels des Bac Pro « Conduites de productions horticoles » et « Aménagements paysagers »**.

Sur ces référentiels, le Snetap-FSU, FO-Enseignement Agricole et la CGT-Agri dénoncent des choix d'évolution allant dans le sens d'une réduction des capacités globales des futur.es diplômé.es. Cela se traduit en particulier par une modification des grilles horaires et des modules professionnels avec notamment une réduction de certaines disciplines, une perte de capacités sur la compréhension du fonctionnement de l'entreprise, une modification de l'épreuve E6, avec notamment la disparition du "rapport de stage" (Bac Pro Horti), une modification de l'épreuve E7 avec la disparition de l'épreuve de reconnaissance des végétaux ...

Sur ces textes non plus, l'Intersyndicale n'a pas été entendue.

L'Intersyndicale maintient ses avis sur ces textes et dénonce les risques qu'ils font peser sur la qualité de nos enseignements et sur le maintien de certaines formations dans nos établissements. Elle réaffirme son refus de l'ensemble des réformes éducatives actuellement en discussion ou en cours d'application, qui met en péril l'Enseignement Agricole Public. Une mobilisation pour dire notre désapprobation de toutes les réformes en cours sera sûrement nécessaire à la rentrée.